

Les Islamistes en Tunisie entre l'affrontement et la participation : 1980-2007

Dr. Alaya Allani
La Manouba, Tunis, Tunisie.

Introduction

Le début de l'émergence du courant islamiste en Tunisie prend ses origines au début des années soixante-dix du vingtième siècle. Trois grandes tendances traversent ce courant :

- Le groupe du « Tabligh », (transmission) connu aussi sous le nom de « Tabligh et Daawa » (Transmission et Prêche), est né officiellement en 1970, bien avant la création du parti islamiste de Ghannouchi (à partir de 1972). Ce groupe est apolitique, et tend à inculquer les dogmes de l'Islam. Sa mission consiste à renforcer et à diffuser la pratique de la foi musulmane. Notons que ce groupe puise ses enseignements dans l'école mère pakistanaise.

- Hizb-ut-Tahrir (Le Parti de Libération Islamique) : a connu son apogée au début des années quatre-vingt du vingtième siècle. Il s'inspire du chef charismatique jordanien Takieddine Nebhani. Les militants de ce parti croient à l'obligation d'instaurer le Califat Islamique par le biais d'une conquête forcée du pouvoir. Ce parti, qui prêche pour l'instauration d'un Etat islamique, ne reconnaît pas les lois normatives. Toutefois, ce courant est minoritaire. Le nombre de ses militants ne saurait dépasser quelques dizaines de personnes.

- Le groupe Islamique : Al Jamaa al Islamiyya. Fondé dans les années soixante-dix par Rached Ghanouchi, devenu en 1981 le Mouvement de la Tendance Islamique (MTI), avant d'adopter le titre de Mouvement Ennahdha en 1989.

Notons que certains dirigeants du groupe Tabligh, toléré jusqu'ici, ont été arrêtés et condamné en mars 2007. Idem pour les dirigeants de Hizb-ut-Tahrir dont le dernier procès de mars 2007 s'inscrit dans le prolongement des condamnations des décennies 80 et 90 du siècle dernier. Quant à la mouvance islamique de Rached Ghannouchi elle fera l'expérience des procès retentissants dans les années 80 et 90, mais contrairement aux deux premiers mouvements elle prendra part aussi à des négociations sérieuses et publiques avec les hauts représentants du régime.

Tantôt tolérés, tantôt condamnés, un jour invités sur la table de négociation et un autre repoussés avec une violente répulsion, ces courants islamistes tissent, à travers leur itinéraire, non seulement leur propre histoire, mais aussi la configuration d'ensemble de l'échiquier politique de la Tunisie pendant un demi siècle, c'est-à-dire depuis l'indépendance.

Dans quel contexte historique tunisien ces mouvements ont vu le jour ? Quels sont les facteurs qui ont contribué implicitement ou d'une façon directe à l'amplification et à la diffusion de l'Islam politique depuis les années soixante-dix à nos jours ?

De la crise du Pouvoir Central tunisien à l'influence de l'Islamisme international

L'époque bourguibienne a connu cinq grandes crises. La première a été celle de la crise dite « Youssefiste » des années 50 du XX^{ème} siècle. Il s'agit d'affrontements sanglants qui avaient opposé les militants youssefistes aux partisans de Habib Bourguiba. Faut-il rappeler que Bourguiba et Ben Youssef étaient deux figures de proue du Parti du Néo-Destour. Aussi est-ce pour cette raison que cette discorde au sein d'une même famille politique avait laissé d'amers souvenirs dans l'imaginaire des Tunisiens, car les victimes se comptaient par dizaines et les jugements punitifs à l'encontre des partisans de Salah Ben Youssef, qui fut assassiné plus tard en 1962 à Hambourg, avaient gagné toutes les régions du pays. La deuxième crise était celle qui avait opposé au milieu des années soixante le régime de Bourguiba aux diverses fractions de la Gauche et notamment l'extrême gauche, représentée par le fameux groupe « Perspective ». Le pouvoir avait instauré des procès expéditifs et frappé d'interdiction le Parti Communiste Tunisien en 1963. La troisième a été celle de l'expérience socialiste collectiviste des années soixante (du XX^{ème} siècle) qui a été soldée par des émeutes, notamment à Ouardanine et l'arrestation de Ahmed Ben Salah le super ministre et l'architecte de cette expérience. La quatrième eut lieu dans les années 70, et fut provoquée par une lutte entre libéraux et conservateurs du parti socialiste destourien (PSD, parti au pouvoir). La cinquième, dans les années quatre vingt, fût caractérisée par une lutte acharnée entre le pouvoir et les Islamistes. Ces derniers sont parvenus à élargir leur audience et s'imposer comme une mouvance populaire après une évolution plutôt timide dans les années 70. En effet, c'est avec le déclenchement de la révolution iranienne, en 1979, que le mouvement commence à prendre de l'ampleur. Avant cette date, les Islamistes, plutôt discrets, se limitaient à agir au sein d'une association religieuse, appelant à une réhabilitation des lois islamiques (il s'agit de l'association nationale de sauvegarde du Coran). Leur revue « Al Maarifa » (La connaissance) n'abordait que rarement les sujets politiques. C'est pour cette raison, que lors de la crise opposant le pouvoir à l'organisation syndicale le 26 Janvier 1978, les islamistes se sont rangés du côté du pouvoir, considérant les syndicalistes émeutiers comme « des gauchistes perturbateurs ».

A la faveur de la révolution iranienne, le mouvement islamique commence à se radicaliser et à se politiser de plus en plus. Pour conférer

une assise théologico-idéologique à cette orientation, Ghannouchi insistait sur le fait qu'il y a eu des liens historiques – et ce, depuis les années 40- entre Hassan Al Banna, fondateur des « Frères Musulmans » et l'Imam Chiite Nawab Safaoui. C'est dans ce contexte local et international que va se développer le courant islamique qui passa tout d'un coup d'un groupe de prêche à un mouvement politisé.

1) Du groupe islamique (Al Jamaa Al Islamiyya) des années 70, au Mouvement de la Tendance Islamique (MTI) des années 80 :

En profitant de l'affrontement entre le pouvoir et les syndicalistes et notamment des hésitations du gouvernement, les Islamistes, agissant de 1979 à 1981 sous la bannière « Al Jamaa Al Islamiyya », s'implantent dans tout le pays, et plus particulièrement dans les établissements secondaires et universitaires.

Quelle était la stratégie adoptée par les islamistes aussi bien sur le plan national qu'international ?

Au début, Ghannouchi a opté pour l'affiliation de son mouvement à l'organisation internationale des Frères musulmans, suscitant malentendus et dissensions avec les siens.

Durant la décennie 1979 – 1989, le mouvement islamiste critiquait tout à la fois l'Occident, perçu comme source du mal, et les réformateurs musulmans du XIX^{ème} siècle tel Al Afghani, Abdou et le Tunisien Khereiddine, qui, eux, appelaient à un dialogue constructif avec l'Occident. Plus tard, cependant, et en particulier dans les années 90, pendant la période d'exil, le mouvement reconsidère sa position à l'égard de l'Occident et accepte finalement de composer avec lui.

Quelques mois après la révolution iranienne, le mouvement islamique tient son premier congrès, avec la participation d'une soixantaine de délégués. Le congrès-triennal- approuve le règlement intérieur limitant le nombre des membres du conseil national à 25 et ceux du Bureau Politique à 9. Le mouvement s'organise en cellules dites « Ouvertes » n'impliquant aucun engagement pour ceux qui y participent, et d'autres dites « Fermées », et réservées aux militants plus engagés qui devaient prêter serment au Président du mouvement (L'Émir) ou à son représentant.

Après ce congrès, le mouvement poursuit la restructuration de ses organes et de son programme. Au début, les autorités ne s'étaient pas inquiétées de l'implantation rapide des islamistes dans les établissements scolaires et universitaires. Mais le 5 décembre 1980, et par un pur hasard, deux agents de police arrêtent deux leaders du mouvement (il s'agit de Salah Karkar et Ben Issa Demni) alors qu'ils entraînent, tard dans la nuit, dans un immeuble, porteurs de documents concernant l'organisation du mouvement. A la suite de quoi, le mouvement est placé sous surveillance

étroite. En même temps, la police a procédé à d'autres arrestations dans le milieu de la mouvance. En réaction, la direction du mouvement – obligée de sortir de la clandestinité – décide de demander sa légalisation, en se donnant le nom du « Mouvement de la Tendance Islamique » (MTI). Ce changement se produit après le troisième congrès (le 9 et 10 avril 1981), qui proclame la volonté du mouvement d'exercer l'activité politique dans la légalité, et recommande de créer un front élargi avec l'opposition afin de mettre un terme à l'hégémonie du PSD (parti au pouvoir). Ce dernier perçu par les islamistes comme un ennemi potentiel et un obstacle à la réaffirmation de l'identité du pays. C'est dans ce contexte tendu que va naître le MTI, hostile à l'orientation pro-occidentale du régime.

La conférence de presse tenue par les Islamistes, le 6 juin 1981, ne permet de convaincre, ni le pouvoir- Bourguiba était fermement opposé à toute forme de légalisation d'un parti religieux- ni l'opposition laïque qui voyait dans le programme présenté à cette occasion un amalgame total entre politique et religieux.

Ce programme mettait l'accent sur :

- Le rôle prédominant de la mosquée, avec une fonction liturgique (الشعائر والتعبد), militante (notamment comme moyen de recrutement des adhérents et mobilisation des masses).

- L'intensification de la politique d'arabisation du système éducatif et administratif.

- Le rejet total de la violence.

- La nécessité de libérer les musulmans du complexe d'infériorité civilisationnelle envers l'Occident.

- La réaffirmation de l'Islam en tant que système de vie, et le refus total de la laïcité.

La réaction immédiate du régime bourguibien était sans recours : le programme des islamistes était jugé antimoderniste. Quelques jours après la tenue de la conférence de presse, des arrestations d'islamistes eurent lieu, suivies d'un procès public (1981). L'opposition laïque, quant à elle, était divisée: la gauche était hostile au programme des Islamistes ; tandis que les sociaux démocrates du MDS ne cachaient pas leurs réserves, mais ne s'opposaient pas à la légalisation du MTI.

2) Le MTI entre défiance et volonté de participation: 1981-1989

A) La phase de la confrontation :

L'été 1981 a connu une vague de manifestations au cours desquelles il y a eu des heurts entre les policiers et les islamistes. Le bras de fer entre le pouvoir et les Islamistes se durcit progressivement. Ces derniers étant déterminés à poursuivre leur stratégie d'islamisation de la société. Un incident précipite l'affrontement . Il se produit à Msaken, ville du

centre tunisien, où le MTI contrôle la plupart des établissements scolaires et des lieux de culte, là, l'imam de la mosquée est "révoqué" et remplacé par un partisan du MTI. Le premier ministre Mohamed Mzali y voit une atteinte grave à la loi et à la crédibilité de l'Etat, qualifiant le MTI de "mouvement rétrograde et impopulaire". Quelques jours après le procès de 1981, Mzali promulgue une loi (de septembre 1981) interdisant le port du voile. Mais il racontera -plus tard- dans ses mémoires, que la répression des Islamistes s'était faite malgré lui et que le procès de 1981 a eu lieu alors qu'ils se trouvait à l'étranger pour raisons de santé. Acculé par ses adversaires dans la course à la succession à Bourguiba affecté par la maladie et la sénilité, le premier ministre ne voulait pas, au fond, d'une escalade avec le MTI. C'est pour cela qu'il encouragea les bons offices qui vont aboutir en 1985, et pour la première fois, à une réconciliation avec l'Islam politique, alors que Bourguiba, lui, restait l'ennemi farouche de l'intégrisme, et était convaincu que son premier ministre allait se faire piéger par les islamistes. Mzali croyait, quant à lui, qu'une rationalisation (ou domestication) du MTI était possible. Un tel choix permettrait -selon lui- d'éviter le pire au pays et de barrer la route au fondamentalisme radical. Quelques années plus tard, un débat interne entre les islamistes se déroulera en prison sur les avantages et les inconvénients de leur stratégie de confrontation, et sur d'éventuelles négociations avec le pouvoir.

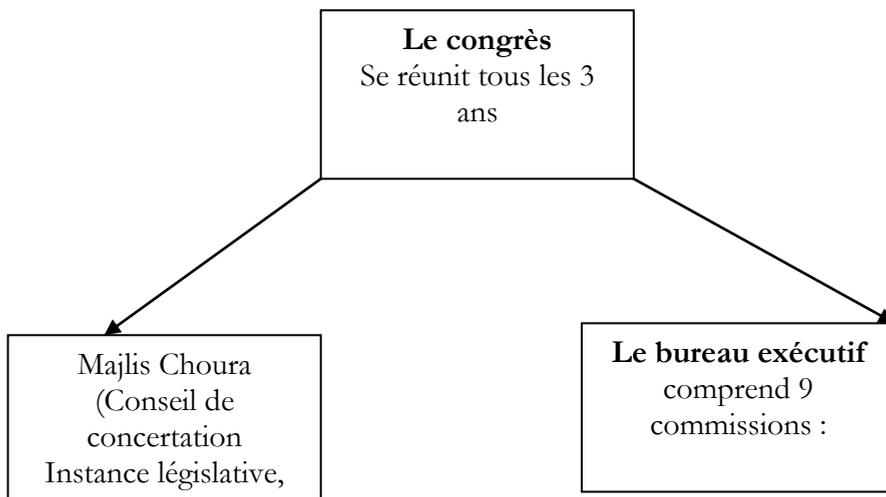
B) La phase du compromis avec le pouvoir et la volonté de participation : 1984-1985.

En Janvier 1984, des émeutes éclatent dans tout le pays, à la suite du doublement du prix de pain. Dans un réquisitoire vif et tranchant, le premier ministre Mzali accuse à la fois Driss Guiga, son ministre de l'Intérieur (le protégé de Wassila Bourguiba, l'épouse du président Bourguiba) et Habib Achour le secrétaire général de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) d'être à l'origine de ces émeutes. Mohamed Mzali obtient la mise à l'écart du ministre, et traduit en justice le patron des syndicats. Parallèlement, il essaye de désamorcer la crise par un geste d'apaisement envers les Islamistes, avec qui il entame des négociations par le biais de personnalités, dont l'ex-ministre

Mezri Chékir. D'autres figures ont joué un rôle dans ces négociations, dont Salaheddine Jouchi, un démissionnaire du mouvement islamique qui garda de bonnes relations avec les leaders du MTI. Mzali suggère alors aux chefs du MTI d'envoyer une lettre de conciliation à Bourguiba et d'y affirmer l'orientation pacifiste du mouvement et son adhésion aux principes de la modernité. Abdelfattah Mourou, numéro deux du mouvement, a rédigé une lettre dans ce sens. Quelques semaines plus tard, Bourguiba a décidé de gracier les détenus islamistes. Ghannouchi et Mourou sont reçus officiellement par Mzali au premier ministère en Octobre 1985, mais son geste est désapprouvé par certains ministres. Les leaders du MTI s'étaient réjouis, en voyant dans cette rencontre une reconnaissance implicite de leur mouvement, d'autant plus que dans une déclaration à « La Presse », Mzali a laissé entendre que le MTI pourrait être légalisé s'il déclarait ne pas détenir le monopole de parler au nom de l'Islam. Afin de soutenir cette politique et ouvrir la voie à une éventuelle participation à la vie politique après des années de confrontation, le MTI a mis un terme aux manifestations de rue. Mais cette trêve ne dura que quelques mois puisque le premier ministre Mzali -architecte de la politique d'entente - fut limogé le 8 juillet 1986. Tout était irrémédiablement compromis. Les Islamistes décidèrent alors de se préparer à des épreuves difficiles.

Organigramme du MTI (mouvement de la tendance islamique) de Ghannouchi entre 1979-1987

I- les structures centrales.



Le bureau exécutif comprend les commissions d' :

- 1 -Activité politique.
- 2 - Suivi et formation.
- 3 - Propagande.
- 4 - Organisation et direction.
- 5 - Action culturelle.
- 6 - Action syndicale.
- 7 - Secteur social, financier, et secteur femmes.
- 8 - Secteur scolaire (le secteur universitaire avait sa propre structure).
- 9 - Secteur des priorités.

II - Structures régionales

- bureau exécutif régional (présidé par un responsable appelé « Al'Amel » (العامل) désigné par l'Emir, en liaison avec le Bureau exécutif central.
- Majlis choura régional (conseil de concertation régional).
- Districts et régions (chef de district et ses adjoints (appelés Mouchrif et oukala) وكلاء.
- Cellules de base divisées en 3catégories :
 - * cellules dites ouvertes.
 - * cellules dites fermées.
 - * cercles.

Source : Burgat (François), *L'islamisme au Maghreb*, éditions Kartala, Paris, 1988, p.217.

C) Le retour à la confrontation et la fin du règne de Bourguiba : 1986 - 1987 :

Un congrès extraordinaire du MTI a lieu en décembre 1986. Son objectif est d'élaborer une stratégie dans la perspective d'une éventuelle crise, voire d'une confrontation avec le régime, dans le but de se défendre, mais aussi en vue de mettre fin au régime bourguibien. Les manifestations sanglantes de rue reprennent. La direction du mouvement avait créé une cellule de crise permanente composée d'éléments durs et radicaux et décide de former des cadres pouvant participer un jour à la création de l'Etat Islamique. Une autre mesure importante a été prise : la désignation de Mohamed Chammam en tant que premier responsable de la branche armée du MTI. Les éléments d'une confrontation entre le pouvoir et les Islamistes se mettent petit à

petit en place. Au cours de l'année 1987, le pays vit au rythme de manifestations quasi quotidiennes, accompagnées de l'arrestation des milliers de cadres et de militants du mouvement. Un retentissant procès a lieu au cours de l'été 1987. Ghannouchi échappe de justesse à la peine capitale. Et deux mois après, la situation du pays change radicalement, lorsque le premier ministre Zine El Abidine Ben Ali dépose le vieux Bourguiba, le 7 novembre 1987. Les Islamistes accueillent favorablement la chute du régime, à leurs yeux excessivement laïque et occidentalisé. Ghannouchi déclare aussi que Bourguiba avait donné l'ordre de l'assassiner en prison, et qu'il doit sa vie à Ben Ali qui refusa d'exécuter cet ordre. Il affirme accorder sa confiance absolue au nouveau régime du 7 novembre, ce qui permet d'ouvrir une nouvelle page entre le pouvoir et les Islamistes.

3) Le mouvement Islamiste à l'ère de Ben Ali entre la participation et la confrontation : 1987 - 1989 :

A/ La période de la participation : 1987 - 1989 :

Ghannouchi disait que « La Déclaration du 7 novembre 1987 traduisait les aspirations profondes de toute l'opposition tunisienne, y compris le MTI ». De son côté, le nouveau régime libère plusieurs leaders islamistes, dont Ghannouchi gracié le 14 mai 1988. Toutefois, la question de la légalisation du mouvement n'est pas tranchée. Car le pouvoir semblait vouloir inciter les Islamistes à ne pas mélanger le politique et le religieux. La nouvelle page dans les relations entre Islamistes et pouvoir commence avec la désignation -par décret présidentiel- de Abdelfattah Mourou (numéro deux du mouvement), comme membre du conseil Islamique supérieur, et la participation du MTI aux travaux du conseil supérieur de pacte national (qui avait pour mission d'élaborer les orientations politiques, économiques, sociales et culturelles de la nouvelle république). C'est l'avocat Nouredine Bhiri qui y représenta le mouvement. D'autres mesures d'apaisement envers les Islamistes sont prises, dont la légalisation de leur organisation estudiantine l'UGTE et l'octroi d'un visa pour la parution de leur nouveau journal « Al Fajr » (l'Aube) qui devenait l'organe officiel du mouvement. Pour rassurer ses partenaires politiques, le MTI décida de changer de

nom, pour devenir, à partir du 8 février 1989, le « Mouvement Ennahdha » au lieu du « Mouvement de la Tendance Islamique ». Une demande de visa fut déposée auprès des services compétents.

Le nouveau parti avait un Bureau politique composé de 19 membres, présidé par Ghannouchi. Son manifeste constitutif, tel qu'il est révélé lors d'une conférence de presse, insistait sur la nécessité de consolider le régime républicain, de respecter la constitution, pratiquer « la choura », garantir les libertés et l'indépendance de la justice, et renforcer les liens avec le monde arabo-musulman. Le « Mouvement Ennahdha », voulant profiter de sa popularité ascendante, décida de se présenter dans toutes les circonscriptions électorales à l'occasion des législatives de 1989, ce qui inquiéta le pouvoir qui craignait de voir l'échiquier politique du pays déséquilibré. Même l'opposition laïque, marginalisée par la participation massive des Islamistes, reprochait à ces derniers un discours jugé populiste. Le pouvoir voyait dans la participation du « Mouvement Ennahdha » aux élections, sous forme des listes indépendantes, la preuve qu'« Ennahdha » avait changé sur la forme, mais pas sur le fond. Son discours électoral était considéré par des observateurs comme rétrograde et hostile au modernisme de l'Etat bourguibien, à l'instar de celui de cheikh Mohamed Lakhoua, tête de liste à Tunis qui n'hésita pas à exiger, au nom de l'Islam, le retour à la polygamie et même à l'esclavagisme. Face à cette situation, le pouvoir, ainsi que plusieurs figures de l'opposition dénonça le dérapage du discours islamiste lors de ces élections et appelèrent à la sauvegarde des principes et de la République, et de la modernité.

B/ L'échec de la politique de la participation et le retour à la confrontation : 1990 - 2007 :

Convaincu qu'un accord avec le pouvoir était quasiment impossible, Ghannouchi quitte le pays en mai 1989, officiellement pour faire le pèlerinage à la Mecque. Depuis, il vit en exil.

Deux mesures ont porté un coup fatal à l'entente entre le pouvoir et les Islamistes. La première était la nomination de Mohamed Charfi - figure de gauche et farouche ennemi des Islamistes - en tant que ministre de l'éducation. Ceux-ci

l'accusaient de vouloir « désislamiser » les établissements scolaires et universitaires, et réclamaient sa démission du gouvernement. La deuxième mesure était la décision présidentielle, annoncée lors du discours de 7 novembre 1989, de ne reconnaître aucun parti religieux (allusion au « Mouvement Ennahdha »).

Les Islamistes se préparèrent donc à une nouvelle phase de confrontation. Dénonçant la campagne officielle hostile envers eux, ils profitaient du contexte de la première guerre du Golfe pour multiplier les critiques sévères envers le régime, et engager leur base estudiantine dans des manifestations hostiles au pouvoir. Le gouvernement réagit en interdisant le journal « Al Fajr » en décembre 1990, puis l'UGTE (l'organisation estudiantine des islamistes) en mars 1991.

Avec l'exil de Ghannouchi, le « Mouvement Ennahdha » s'affaiblit. Les réactions d'auto défense amènent le Mouvement à commettre des actes de violence tels que l'incident de Bab- Souika. De son côté, le pouvoir annonce la découverte d'un complot islamiste contre le régime en place, imputé à des officiers pro-islamistes de l'armée et de la police. A la suite de quoi a lieu le procès de 1991 au cours duquel trois cent cadres du Mouvement Ennahdha, dont une centaine faisant partie de l'armée, sont jugés. Depuis, l'activité du Mouvement était réduite essentiellement à la publication de quelques textes et manifestes à l'étranger critiquant le régime et demandant la libération des détenus. Et lors de son 6^{ème} congrès qui a eu lieu en Belgique en juin 1996, le mouvement a fait son autocritique, en écartant la stratégie d'affrontement de son action, et a approuvé pour la première fois le principe d'une démocratisation de la vie politique par étapes. En outre, le congrès a insisté sur la nécessité d'organiser un débat national ouvert à toutes les forces politiques du pays sans exclusion aucune. Puis à la faveur du 7^{ème} congrès, qui s'est tenu à Londres en avril 2001, quelques mois avant les événements du 11 septembre, les congressistes ont proposé une série de réformes pour libéraliser la vie politique et associative du pays, et mettre un terme au monopole de gestion et de contrôle des mosquées par l'Etat. Le Mouvement Ennahdha a beaucoup changé, tant sur le plan de la stratégie, que sur celui de la tactique, en acceptant pour la

première fois de s'allier avec ses adversaires « laïcs » tel que le parti ouvrier communiste tunisien (POCT). Actuellement, Ennahdha fait partie du comité du 18 octobre 2005 (un comité d'opposition) qui regroupe des tendances gauchisantes, défendant fermement son droit à l'existence. La libération de près de 200 détenus d'Ennahdha (entre 2005 et 2006) est interprétée par le mouvement comme un acte d'apaisement sensible, de nature à l'inciter à amorcer un rapprochement avec le pouvoir.

C/ Le Mouvement Ennahdha et les événements des Salafistes Jihadistes en Tunisie : 2007

Le Mouvement Salafiste Jihadiste a émergé dans les pays du Maghreb avant 2001. Au départ, c'était des groupes armés qui opéraient discrètement en Libye, en Tunisie, au Maroc, mais particulièrement actifs en Algérie. Ces groupes armés sont vraisemblablement liés à Al Qaeda. Ils ont pu par le passé effectuer des opérations terroristes dans les pays du Maghreb comme par les explosions de Casablanca au Maroc en 2003, ou celles de Djerba (en Tunisie en 2002), ainsi que de dizaines d'opérations en Algérie. Selon le chercheur en Islamologie Salaheddine Jourchi, les militants et les cadres de la tendance salafiste adoptent un discours rétrograde contre la démocratie et la modernité, et épousent une culture religieuse somme toute très superficielle. Ils suivent aussi une interprétation particulière du texte coranique et adoptent un Islam qui se veut original, donc proche dans ses applications du temps du prophète, comme un retour aux sources premières d'une foi pure et non encore altérée par les vicissitudes de l'histoire. D'où le concept du Salafisme c'est à dire l'attachement intégral à tout ce qui a été rapporté par le prophète et ses disciples. Selon Mohamed Dharif, islamologue marocain, la création de la filière d'Al -Qaeda au Maghreb Islamique au début de Janvier 2007, était sans doute le fruit d'une nouvelle stratégie d'Al Qaeda, qui consiste à multiplier les zones d'affrontement et de tension.

Les Salafistes Jihadistes sont peu nombreux en Tunisie. Ils opèrent dans la plus stricte clandestinité et ce pour des raisons sécuritaires. Leur chef spirituel est connu sous le pseudonyme

d' « Al Khatib Al Idrissi », originaire de la ville de Sidi Bouzid (centre-ouest tunisien). Cet infirmier immigré en Arabie Saoudite, fut un disciple du Mufti wahhabiste saoudien Abdelaziz Ben Baz.

Le groupe salafiste jihadiste tunisien n'a jusqu'ici effectué aucune offensive armée sur le territoire national. Sa première confrontation directe avec les forces de police et de gendarmerie date de la fin du mois de décembre 2006 et le début du mois de janvier 2007. Cela a étrangement concorde avec la proclamation de la création de la filière d'El Qaeda dans les pays du Maghreb. Cet incident, le premier du genre après 1980, déclenché dans la banlieue sud de la Capitale (Hammam-Lif, Boumhal, Soliman), avait opposé les services de sécurité tunisiens aux activistes de ce groupe. La tentative fut avortée et cernée à temps. Toujours et selon la version officielle, cette confrontation a causé la mort d'au moins 12 activistes et 2 des forces de l'ordre et permis l'arrestation de centaines de personnes selon des sources officielles. D'après la presse française, ces affrontements en Tunisie ont été dirigés par Lassaad Sassi, un ancien gendarme tunisien lié au Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat algérien (GSPC), qui a été capturé par la sûreté tunisienne. Or, depuis quelques mois les autorités françaises ne cessent d'affirmer que le GSPC constitue « *l'une des menaces les plus lourdes qui pèsent actuellement sur la France. D'ailleurs, les services français surveilleraient étroitement les possibles ramifications de ce groupe sur le sol national* »

Par ailleurs, Rachid Ghannouchi, président du Mouvement tunisien Ennahdha a publié le 5 janvier 2007 un texte considérant que les derniers affrontements sanglants entre le pouvoir et les Salafistes Jihadistes à Tunis met, d'après lui, en exergue le manque de liberté et la politique sécuritaire trop poussée du régime. Il affirme d'ailleurs que le pays a besoin de réformes politiques radicales et urgentes.

Cependant, Ennahda, selon un responsable actuel du mouvement, considère que les groupes radicaux comme les Salafistes Jihadistes constituent un obstacle majeur à la démocratisation de la société. Cette assertion trouve son fondement dans l'histoire même de la Tunisie qui n'a jamais épousé un Islam radical, en dépit de quelques tentatives toutes

soldées par un échec, comme en témoigne notamment l'expérience des Kharijites (8^{ème} siècle) qui n'a guère abouti à instaurer leur pouvoir sur la terre tunisienne.

Conclusion

Aujourd'hui, beaucoup des questions demeurent posées : pourquoi l'expérience de la participation politique d'Ennahdha a-t-elle échoué ? Peut-elle être rééditée ? Le recours à la violence fait-il partie de l'idéologie de ce mouvement ? Comment se sont développés les liens entre les Islamistes d'une part, et les Européens et les Américains d'autre part ? Finalement, peut-on rationaliser le phénomène de l'Islamisme en Tunisie ?

De nombreux observateurs reprochent au mouvement d'Ennahdha sa mauvaise gestion des élections de 1989. Ils remarquent aussi que le mouvement fait usage d'un double langage, ce qui l'a amené à une confrontation directe avec le Pouvoir. Cela est d'autant plus important qu'il ya un lien étroit entre l'emploi d'un double discours et le recours à la violence. Un éventuel retour à cette expérience de participation politique n'est pas exclue, mais pas dans un proche avenir, selon Jourchi. Celui-ci pense qu'un rétablissement de la confiance avec le pouvoir ne se fera pas du jour au lendemain, d'autant plus qu'Ennahdha est actuellement préoccupée par la libération de ses cadres, encore détenus, et surtout son souci de se présenter comme un mouvement qui s'inscrit dans la modernité et adhère à ce concert général de défendre et de promouvoir les valeurs démocratiques.

Le changement concerne également les relations avec l'Europe et les Etats-Unis envers qui le Mouvement Ennahdha reprochait leur complicité avec le régime en place, surtout pendant les deux dernières décennies. Or, depuis les événements du 11 septembre 2001, les Occidentaux s'intéressent à l'Islamisme et à ses répercussions, considérant sa variante radicale comme la conséquence d'un mode de développement politico social défaillant. De ce fait, ils encouragent les pays arabo musulmans à adopter des réformes politiques, économiques et culturelles afin de réduire le flux des émigrés et d'écarter le danger du terrorisme. C'est dans ce cadre que le Mouvement Ennahdha essaye de convaincre les Occidentaux de ses orientations pacifistes et

démocratiques. Salaheddine Jouchi estime que les Européens et les Américains pensent que la guerre contre les tendances radicales de l'islamisme nécessite l'implication des courants islamistes modérés dans la vie politique de leurs pays respectifs. Il estime aussi que l'Occident commence à sentir le danger de la montée du terrorisme sur son propre sol (les attentats du métro de Paris, les explosions de Barcelone etc.), et à devenir plus soucieux de l'avenir de la laïcité, comme en témoignent les réactions provoquées par la campagne contre le voile et les caricatures du prophète Mohamed publiées dans un journal Danois en 2006.

La «rationalisation» du phénomène de l'Islamisme serait-elle possible et nécessaire de nos jours ? A cet égard, l'exemple le plus significatif est la participation des Islamistes mauritaniens aux dernières élections législatives de 2006, au cours desquelles ces derniers ont obtenu presque 5% des voix (soit 4 sièges sur un total de 95 sièges). Ces résultats prouvent sans doute que la rationalisation du phénomène islamiste, dans un climat de pluralisme politique et de libre expression, pourrait éventuellement laisser présager la possibilité d'une coexistence entre les différentes composantes de la société civile. Dans ce sens, les quelques changements réels, bien que timides, enregistrés ces dernières années dans les manifestes et textes du Mouvement Ennahdha œuvrent en faveur de cette rationalisation : En effet, ces textes, faut-il le rappeler, insistent sur le droit à la différence, ainsi que sur la démocratie en tant que système de pouvoir. Néanmoins, Ennahdha ne sépare pas encore nettement politique et religieux. En dépit de leur portée encore limitée, ces évolutions dans le discours doivent être encouragées, ne serait-ce que par le biais de la composante modérée du mouvement et sa participation à la vie politique. Sous cet angle, le coût de cette participation est certainement moins élevé que celui de l'exclusion du Mouvement Ennahdha.